

ESTATION ■ La perception de Menat (Puy-de-Dôme) murée, hier, par les élus communaux

C'est illégal mais j'assume »

és — comme
oup d'autres en
gne — par la
ession de leur
tion, les élus de
ont décidé de
à l'action.

ATHERINE GRÉAU

dozaine de rangs de
rpaings scellés au ci-
ent, un drapeau en
les draperies mor-
t une pancarte indi-
trésor public... et ser-
lics en vente »... les
ncipaux de Menat
Dôme) n'ont pas mis
s, hier, pour murer,
es, la perception pro-
meture (*).
u'il a été décidé de
perception de Menat
des élus, les élus ont
a date du 1^{er} janvier



ACTION. La perception de Menat a été murée par les élus locaux, samedi, vers 7 h 30.

2005. C'est illégal, mais j'assume. C'est la seule façon d'être entendu », commente, sur place, le maire de Menat, Guy Brunet. « Chaque fois qu'il est question, au niveau national, de décentralisation ou de modernisation, le milieu rural est spolié. Nous en avons assez du double discours : entendre, à l'Assemblée nationale que l'on veut sauver le milieu rural alors que, sur le terrain, les services publics qui maintiennent de la vie disparaissent. Le poumon vert des villes ne respire plus ».

« Je n'ai pas souhaité assister à l'assemblée générale des maires du département qui se tient en ce moment à Clermont pour mener cette action symbolique et faire comprendre aux élus qu'il faut réagir ».

Demain matin, le maire « en rébellion » (sic) a d'ailleurs programmé une autre manifestation, le rassemblement des élus du canton devant la même perception pour mani-

fester leur mécontentement.

Guy Brunet n'a pas souhaité non plus répondre à la demande du trésorier payeur général qui proposait « un choix » : dépendre de la perception de Montaigut ou de celle de Combronde. Pour lui pas d'alternative : « Je ne choisis rien. A eux d'assumer la responsabilité de fermeture. J'ai choisi Menat. Point. Dix communes sont rattachées à la perception menatoise. Nous ne sommes pas assurés qu'un jour prochain, celle de Combronde ne finira pas par être transférée à Riom ».

Et les élus de regarder avec inquiétude vers le dernier service public restant : le bureau de poste : Qui nous dit que demain nous n'allons pas le perdre aussi ? ■

(*) Cet été le trésorier payeur général avait annoncé aux élus de la commune de Menat : « Menat n'est pas visé en particulier. C'est une politique plus générale. L'heure est au regroupement. Les postes de trésorerie comptant un seul agent présentent les difficultés de gestion et de rentabilité. »